

« PREMIER FORUM DE L'ESPOIR »

AU CENTRE CULTUREL DE CHELLES LE MERCREDI 9 NOVEMBRE 2005

Participant(e)s (*liste non exhaustive*) :

Mme Joëlle ADRIEN – Agent territorial
Mr Daniel AMARGIER – Union locale CGT de Chelles
Mme Micheline ANGLES – Enseignante retraitée (PCF)
Mr Pierre ANGLES – Conseiller municipal de Chelles (PCF)
Mr Paul ATHUIL – Maire-Adjoint de Chelles (Les Verts)
Mr Fabien BARRAS – Employé de bibliothèque
Mr Pascal BARRAS – Employé de la presse
Mr Bernard BARTHES – Retraité
Mr Alain BERTIN – ancien Maire-Adjoint de Chelles
Mme Christiane BERTIN – Employée
Mme Denise BOUTLEUX – Retraitée
Mr Mariel BOUTLEUX – Retraité du bâtiment
Mr Eymeric BREHIER – Secrétaire de la Section PS de Chelles-Brou
Mr et Mme Denis BRUN – Agent SNCF
Mme Karine CAVAGNAC – Agent territorial
Mr Michel CHANTEBEAU – Conseiller Municipal de Brou
Mr Liberto CIVIT – Conseiller Municipal de Brou (PCF)
Mr Claude CULPIN – Géographe retraité
Mme Marie-Hélène CULPIN – Assistante sociale retraitée
Mr DE GALEMBERT – Conseiller Municipal de Vaires
Mr Patrick DESERT – Ligue Communiste Révolutionnaire
Mr Thierry DESSASSIS – Enseignant
Mme Jeannine DESSASSIS – Assistante sociale
Mr Philippe DOUAT – Directeur de troupe de théâtre
Mme Lydie DOUILLET – Employée assurances
Mme Agnès DUBACH – Maire-Adjointe de Chelles (PCF)
Mr Jean-Michel DUPONT – Responsable ATTAC
Mr Jean-Marc FERRAND – Maire-Adjoint de Chelles (PCF)
Mme Marina FOISY – Maire-Adjointe de Brou (PCF)
Melle Pauline FOISY – Etudiante
Mr Vincent GASTAUD – Militant associatif
Mr et Mme GAUTIER – Confédération Nationale du Logement (CNL)
Mr Jean-Marc GEORGES – Ligue Communiste Révolutionnaire
Mme Françoise GLOWINSKI – Retraitée – Bénévole (CGT)
Melle Cécile GOUTMANN – Attachée parlementaire
Mr Serge GOUTMANN – Conseiller Municipal de Chelles (PCF)
Mr Jean-Louis GROLLIER – Union locale CGT de Chelles
Mme Michèle GUZMAN – Secrétaire départementale 77 du PCF
Mr Tony GUZMAN – Entrepreneur
Mr François JATHIERES – Union Nationale des Lycéens
Mr Mohamed KACHOUR – Citoyen
Mr Guy LABERGÈRE – Chauffeur de taxi retraité
Mme Sylvie LAFUENTE – Cadre culturel territorial
Mr Gilles LE PUIL – Conseiller Municipal de Vaires (PCF)
Mlle ROUVIERE – Institutrice à Bobigny
Mr Joël ROUVIERE – Instituteur à Bobigny
Mr Cédric MASSET – Jeunesse Communiste 77
Mme Gisèle MBILA – Militante associative
Mr Joseph MBILA – Militant associatif
Mr Frank MOULY – Maire-Adjoint de Chelles (PCF)
Mr Maurice OUVRARD – Agent EDF (CGT)
Mme Monique OUVRARD – Conseillère Municipale de Chelles (PCF)
Mr Jean-Paul PLANCHOU – Maire de Chelles Conseiller Régional (PS)
Mr Pascal RICHARD – Employé
Mr Mohamed ROUIS – Employé
Mr André SEUX – Cadre territorial
Mr José TOFFOLON – Association de
Mr Jean TORTRAT – Ligue Communiste Révolutionnaire
Mme Hortense VIDAL – Retraitée
Mr Gilles VIGIER – Union Locale CGT de Chelles
Mr Gérard VIGNERON – Agent EDF (CGT)
Mme Marie-Claude ZOUGHEBI – Psychologue scolaire retraitée
Mr Alain ZOUGHEBI – Maire-Adjoint de Vaires (PCF)

Compte-rendu du débat :

Mr Jean-Marc FERRAND accueille les participants au Forum et souligne la présence de quelques personnalités (élus locaux, représentants d'associations et d'organisation, etc...). Il rappelle en introduction les raisons qui ont motivé la Section de Chelles-Vaires-Brou-Courtry du Parti Communiste à se mettre à l'initiative d'un tel moment de débat et de rencontre citoyenne. S'appuyant sur le fort contenu antilibéral du Non de gauche qui l'a emporté au référendum du 29 Mai 2005, il constate d'une part que des convergences nouvelles sont nées dans l'action et la mobilisation contre le projet de traité constitutionnel, et d'autre part qu'une forte attente existe aujourd'hui dans le pays pour construire ensemble une véritable alternative. Face à la dureté de la politique conduite par la droite au gouvernement et par le Medef, l'heure est au rassemblement pour opposer une riposte à la hauteur des enjeux, mais aussi pour nouer « en bas » des alliances et un dialogue citoyen porteur d'exigences.

Mr GASTAUD s'interroge sur la place et le rôle du « tiers-secteur » (mutuelles, sociétés coopératives, mouvement associatif... qui représentent près de 10% des effectifs salariés du privé) comme vecteurs de la construction d'une alternative au « tout-marchand ». Selon lui, tout ne dépend pas de l'intervention de l'Etat, ou du service public et nationalisé. Il rappelle que de nouvelles dispositions législatives et européennes encouragent le développement de « l'économie solidaire ».

Mr Jean-Louis GROLLIER témoigne de l'engagement des personnels d'EDF contre la privatisation de leur entreprise, et du soutien de la population pour la défense du service public de l'énergie au service de tous et du pays. Dans le secteur de Vaires, à l'initiative d'un collectif pluriel composé d'élus et de syndicalistes, plus de 3000 pétitions ont été recueillies pour qu'une alternative soit mise en place à la fermeture « sèche » de la Centrale EDF de Vaires; cette mobilisation a permis de gagner l'engagement d'EDF sur le maintien d'une unité de production sur le site. Au-delà, Jean-Louis GROLLIER dénonce, chiffres et textes à l'appui, les menaces qui pèsent sur l'indépendance énergétique de la France (et l'égalité d'accès à l'énergie pour l'ensemble des usagers) dès lors que ce secteur stratégique serait livré à la concurrence et aux seuls critères de la rentabilité immédiate. Il rappelle les prémices de cette privatisation, avec la dissociation entre EDF et RTE, et le positionnement de plusieurs sociétés privées sur le marché de la distribution électrique.

Monsieur Denis BRUN insiste sur l'importance du débat sur la notion même de service public, en tant que « propriété collective » de la nation (et pas seulement du gouvernement). Il appelle non seulement à une défense du service public dans son périmètre, mais aussi à sa démocratisation (nouveaux droits pour les travailleurs, expression des usagers, etc...) permettant de garantir sa vocation sociale et républicaine. Prenant l'exemple de la SNCF, il dénonce l'étranglement financier auquel les sociétés publiques sont aujourd'hui confrontées : le remboursement annuel de la dette de la SNCF correspondrait par exemple à l'équivalent de 8.800 emplois statutaires... Il estime qu'un prochain Forum thématique local pourrait être consacré à la question des services publics.

Mr Jean TORTRAT estime que si une différence doit être faite entre la droite et la gauche, les politiques conduites par les uns ou par les autres au cours des dernières décennies n'ont pas été fondamentalement différentes (il rappelle que, par exemple, la privatisation d'EDF a commencé à voir le jour sous le gouvernement de Mr Jospin...). Concernant la victoire du Non au référendum du 29 Mai – qui est massivement le fait des couches les plus populaires de l'électorat –, il constate que les « politiques » qui nous gouvernent n'en ont manifestement pas tiré les leçons; de nombreux citoyens, déçus, restent en marge de la politique... Or une riposte massive s'impose face à la dureté de la politique conduite aujourd'hui par Villepin-Sarkozy. Pour sa part, la LCR se déclare prête à une initiative unitaire contre les brutalités sécuritaires de Sarkozy dans les quartiers. D'une façon plus large, la LCR appelle au rassemblement le plus large pour construire une alternative antilibérale.

Mr François JATHIERES part de son expérience de jeune étudiant pour rappeler la force des discriminations vécues à l'université, non seulement en terme d'accès au droit à la formation et à l'enseignement (fort peu d'étudiants issus des milieux populaires), mais également en terme de droit à l'expression citoyenne au sein même des facultés. Il considère urgent non seulement de dégager plus de moyens pour l'enseignement, mais également d'encourager la formation citoyenne des jeunes.

Mme Marie-Claude ZOUGHEBI évoque le rôle de l'Etat (et de la nation) dans la conduite de toute politique progressiste, face à l'Europe majoritairement néolibérale et face aux forces qui régissent la sphère économique (mais qui ne peuvent se croire au-dessus des lois et de l'intérêt général). A partir de ce constat, elle en déduit une grande responsabilité pour les formations politiques – notamment celles qui se prévalent des valeurs de gauche qui, pour gouverner valablement, doivent s'engager sur des objectifs, sur un programme, sur les moyens de financer ce programme, et sur les moyens donnés aux citoyens de contrôler le pouvoir en charge de le mettre en oeuvre. Elle attend donc des forces de gauche aujourd'hui qu'elles s'engagent clairement (par exemple à revenir sur les lois scélérates de la droite sur les privatisations, la retraite, la Sécu, etc, etc...). Elle pense aussi que de nouvelles convergences peuvent et doivent se construire entre le mouvement social, le mouvement syndical et les forces politiques – dans le respect des attributions de chacun, et sans hégémonie de quiconque).

Mr Eymeric BREHIER insiste sur l'enjeu de l'élection présidentielle à venir. Selon lui, la droite au pouvoir se livre à une escroquerie intellectuelle en confisquant les notions de progrès et de modernité (la « croissance sociale »...). S'il convient, selon lui, de redéfinir le « périmètre » de l'intervention publique, la priorité doit être accordée à la formation et à la lutte contre les inégalités. Il en appelle à un rassemblement de toutes les forces de gauche (à l'instar de ce qui se passe au niveau des collectivités territoriales) derrière un candidat et un programme pour l'élection de 2007.

Mr Gilles VIGIER revient sur l'importance de la notion de service public pour tous, en faisant remarquer que l'exercice plein et entier d'une « mission » de service public dépend pour une large part de la « maîtrise publique » accordée aux salariés et aux usagers de ce service. A l'inverse, la politique conduite actuellement par le gouvernement assure les pleins-pouvoirs des actionnaires et du Medef. Et elle s'en prend conséquemment (ce n'est pas un hasard) à tous les droits des travailleurs dans les entreprises, les privant progressivement de tous droits de contrôle et d'expression, et les livrant à la peur du chômage du fait de la précarisation croissante des emplois. Pour lui, la croissance et le progrès social passent par l'extension des droits des salariés à tous niveaux.

Mr Paul GAUTIER aborde la question du logement, en s'appuyant sur les symptômes des graves dérèglements sociaux que constituent les événements actuels dans les cités. La mal-vie dans les quartiers populaires trouve une partie de son origine dans la politique délibérée de constitution de ghettos, la difficulté d'accès à un logement décent à un prix abordable, la menace permanente des expulsions, la surpopulation contrainte de certains logements, le manque de moyens pour les équipements et l'accompagnement social dans les banlieues. Le désengagement de l'Etat sur le logement social et la « marchandisation » du logement ont contribué à une crise sans précédent. La gauche au pouvoir a bien essayé de faire des choses lorsqu'elle était au pouvoir, mais elle n'a pas remis en cause fondamentalement les causes de la crise que l'on connaît aujourd'hui.

Mr ... s'inquiète du manque de dialogue et du manque de respect pour les jeunes dans notre société. Selon lui, le monde politique doit s'ouvrir plus largement aux couches les plus jeunes, être plus présent sur le terrain pour se rendre compte des réalités vécues.

Mr Mohamed KACHOUR témoigne justement de la réalité vécue dans les cités, en évoquant les dérèglements de la vie quotidienne (trafics, insécurité, réseaux...) liés à une crise sociale générale (chômage, manque de formation, absence de perspectives...). Loin de tout angélisme, il rappelle la nécessité d'une présence publique inscrite dans la durée (travailleurs sociaux disposant de moyens par exemple, etc...) et la nécessité de la reconnaissance de la dignité de chaque citoyen. Seule cette égalité réelle, en droits et en devoirs, permettra d'échapper aux dangers du « communautarisme ».

Mr Jean-Michel DUPONT se demande si les citoyens ont réellement la possibilité de se faire entendre, lorsque l'on voit la façon dont ont été gérés les résultats successifs du 21 Avril 2002 et du 29 Mai 2005. La « classe politique » semble être restée sourde aux messages forts alors adressés par le peuple. Et le contexte mondial et européen ne s'arrange pas de ce point de vue là, avec la prédominance absolue des tenants de l'ultra-libéralisme dans toutes les instances (OMC, Europe, etc...). L'enjeu aujourd'hui ne consisterait-il pas à passer d'un vote « contre » à un vote « pour », à condition bien sûr que les citoyens aient véritablement la possibilité et la volonté de construire ensemble ce « pour » - ce qui suppose que les formations politiques traditionnelles renoncent à tout double discours, et mettent leurs actes en accord avec les volontés populaires exprimées.

Mr Liberto CIVIT revient sur la question du service public, en mettant en balance propriété publique et propriété privée. Comment imaginer que l'éducation, la santé, les transports, le logement... puissent être considérés comme des droits si on les livre à la tutelle du profit capitaliste ? Il réfère à l'inverse à de nouvelles formes d'appropriation sociale permettant de faire prévaloir la notion d'intérêt général dans l'ensemble des activités sociales et économiques du pays. Pour cela, l'intervention des salariés et des citoyens est la meilleure garante. C'est, selon lui, cette même exigence démocratique qui doit prévaloir dans la sphère politique, ne laissant à aucun parti ni aucun homme providentiel le pouvoir de décider à la place du plus grand nombre.

Mr Frank MOULY, Secrétaire de la Section PCF, conclut la rencontre en rappelant quelques grands axes d'action et de réflexion :

- une nécessaire réorientation de l'utilisation de l'argent (et des fonds public) dans notre société,
- une nécessaire revalorisation du niveau de vie général (à l'encontre de la rentabilité capitaliste qui s'est envolée ces dernières décennies en s'accaparant l'essentiel des gains de productivité, et en renforçant l'exploitation et la précarisation),
- une nécessaire réforme de la fiscalité (réhabilitant l'impôt comme forme de socialisation des ressources, mais taxant lourdement les profits spéculatifs)
- une nécessaire défense et extension du service public, assurant à tous l'égalité d'accès aux droits, et remettant en cause le totalitarisme de l'ordre marchand,
- une volonté démocratique qui doit imprimer son pluralisme et sa liberté d'expression à tous niveaux (de l'entreprise au sommet de l'Etat, de la cité aux grands médias...)

En conclusion, Frank MOULY rappelle que les échanges qui ont vu le jour lors de ce premier Forum local seront relayés au FORUM NATIONAL organisé à Paris le 26 Novembre prochain, à l'initiative du Parti Communiste en partenariat avec plusieurs autres formations et organisations afin de « construire ensemble une alternative ». L'idée est par ailleurs actée de l'organisation prochaine de nouveaux forums au niveau local, permettant de poursuivre le débat ou d'affiner les propositions sur tel ou tel thème.

